

Je ne veux pas dire par là qu'à un moment précis tout cela ait cessé et que nous ayons compris soudain qu'il n'était plus possible de protéger suffisamment les intérêts du Canada à l'étranger par une activité internationale et en nous appuyant sur les relations particulières qui nous unissaient à notre grand voisin du Sud. Mike Pearson l'avait prévu et nous avons commencé nous-même à le constater: le Canada n'était pas dispensé d'intérêts nationaux dans le secteur des affaires extérieures et ces intérêts pouvaient parfois être fort différents de ceux des Etats-Unis, de nos alliés de l'OTAN et même de n'importe quel groupe d'Etats des Nations-Unies. Les Canadiens en venant à comprendre que chacun d'eux était touché par ce qui se faisait en son nom hors des limites territoriales du Canada, je découvris en acceptant ce portefeuille, il y a quelque cinq ans, que non seulement le public canadien mais même certains de mes collègues prenaient un intérêt inaccoutumé à l'égard d'une activité qui, depuis longtemps, n'intéressait à peu près que mes seuls prédécesseurs.

Un exemple: la seule promesse que fit le Gouvernement Trudeau au cours de la campagne électorale de 1968 fut celle d'une révision de notre politique étrangère et en particulier de notre position au sein de l'OTAN et d'une négociation en vue de la reconnaissance de la République populaire de Chine. Après les élections, nous nous sommes mis à la tâche de réaliser cette promesse.

Si je jette un coup d'oeil sur ces cinq dernières années, je puis bien avouer que nous, du Gouvernement, nous nous sommes montrés un peu gauche dans notre façon de traiter de la question de l'OTAN. Mais il est heureux que nous ayons fait nos erreurs tôt et que nous ayons eu le temps d'en profiter par la suite. Notre intention était claire: nous voulions faire participer le public au processus de la prise des décisions. Nous avons recherché activement les opinions des universitaires, des députés, d'associations telles que l'ICAI. Nous avons invité le Comité des Communes sur les Affaires extérieures et la Défense à présenter un rapport. J'ai moi-même parcouru le pays pour expliquer ce qu'était l'OTAN et quelles étaient les conditions de l'adhésion du Canada à l'Organisation.

Tout cela semble bien raisonnable, sauf que le Gouvernement n'a pas alors présenté une orientation suffisamment définie. On ne savait pas au juste quelle note sortait de la trompette qui aurait dû claironner notre message. C'est ainsi, par exemple, que je préconisais publiquement le maintien de notre adhésion à l'OTAN, alors que mon collègue d'alors, M. Kierans, préconisait le retrait. Le résultat, c'est que nos consultations n'ont pas eu un résultat très net. C'est particulièrement le cas de nos consultations avec les universitaires, qui voulaient savoir quelle était la position du Gouvernement avant d'y exercer leur critique; ils n'étaient pas habitués à ce qu'on leur demande de formuler une politique.

En fin de compte nous en sommes venus à la décision raisonnable et acceptable de demeurer membre de l'OTAN mais de diminuer le nombre de nos troupes stationnées en Europe.

A la réflexion, il aurait été préférable d'indiquer dès le début quelle était la pensée du Gouvernement, d'imprimer une certaine direction à la discussion et d'éviter de donner une impression de division et d'inaction.